

INTRODUCTION À LA SOCIOLOGIE (COSMO) POLITIQUE DU RISQUE D'ULRICH

Frédéric Vandenberghe

La Découverte | *Revue du MAUSS*

2001/1 - no 17
pages 25 à 39

ISSN 1247-4819

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-du-mauss-2001-1-page-25.htm>

Pour citer cet article :

Vandenberghe Frédéric , « Introduction à la sociologie (cosmo) politique du risque d'ulrich » ,
Revue du MAUSS, 2001/1 no 17, p. 25-39. DOI : 10.3917/rdm.017.0025

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

INTRODUCTION À LA SOCIOLOGIE (COSMO)POLITIQUE DU RISQUE D'ULRICH BECK

par Frédéric Vandenberghe

« Il ne suffit pas de changer le monde. En tout cas et d'ailleurs, nous le faisons sans que nous y soyons pour quelque chose. Nous devons interpréter ce changement, et le faire bien, pour le changer. Afin que le monde ne se change pas davantage sans nous et ne finisse pas par devenir un monde sans nous. »

ANDERS, 1980, II, épigraphe.

Confrontée aux effets pervers, non intentionnels, non prévus et relativement non contrôlables du sang contaminé, du naufrage de l'*Érika*, de la commercialisation des OGM et de l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine, la France découvre enfin, vingt ans après l'Allemagne et dix ans après l'Angleterre – mais combien d'années encore avant les États-Unis? –, qu'elle aussi est une société du risque, alors même que le concept lui manque encore, puisque, bien qu'annoncé, le livre influent du sociologue munichois Ulrich Beck, *Risikogesellschaft* (1986), n'est toujours pas disponible en français¹. Dans ce livre, désormais classique, qui est paru juste après l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl et qui a connu un réel succès non seulement auprès des sociologues et des scientifiques, mais aussi auprès d'un public allemand plus large (60 000 exemplaires vendus dans les cinq premières années), Beck donne une tournure écologico-critique aux théories de l'avènement de la « société post-industrielle » (Bell) des années soixante-dix. Suggérant que nous vivons dans une époque de transition dans laquelle les dangers et les risques écologiques prennent une telle ampleur dans la réalité et dans la perception qu'on en a, qu'ils transforment, et éventuellement défont, l'arrangement moderne de la société industrielle capitaliste qui les a engendrés, le concept de *société mondiale du risque* est, comme celui de la postmodernité, un concept de combat qui thématise la mise en question contemporaine des fondements de la modernité et esquisse les contours d'une autre société, d'une autre modernité, ou – pour reprendre le titre de la collection que Beck dirige chez Suhrkamp, d'une « seconde modernité » qui est en train d'émerger, qui n'externalise plus ses problèmes écologiques mais au contraire les prend en compte et

1. La plupart des livres de Beck sont désormais disponibles en anglais chez Polity Press. Ceux qui n'ont pas lu *Risikogesellschaft* trouveront une bonne introduction à la sociologie du risque dans Beck [1994 et 1999b]; à ceux qui lisent l'allemand, je conseillerai plutôt le livre d'entretiens avec Beck qui vient de paraître [cf. Beck, 2000a].

s'autopolitise pour éviter le pire. Pour penser cette seconde modernité, Beck invite les sociologues à prendre congé des « catégories zombies » [Beck, 2000a, p. 16] – la société, l'État-nation, la classe, la race, le genre, la famille, le travail, la technologie, la science, etc. – qui font écran à la nouvelle réalité en attirant le regard sur l'ancienne société qui est en train de disparaître sous nos yeux.

LA SOCIÉTÉ DU RISQUE

Une des thèses principales de Beck concernant la société du risque² est que « la production sociale des richesses » est désormais inséparable de « la production sociale de risques », et que, par conséquent, l'ancienne politique de distribution des « biens » (revenus, travail, sécurité sociale) de la société industrielle est relayée par une politique de distribution des « maux » (dangers et risques écologiques) [Beck, 1986, p. 25-27]. Induits et produits non intentionnellement par la modernisation même, les hasards écologiques et l'expropriation écolo-économique qui s'ensuit (faillite des éleveurs de bœufs, déconfiture des pêcheurs normands, débâcle du secteur touristique, etc.) deviennent un des thèmes principaux des discussions privées et publiques des citoyens qui exigent une régulation politique. Contrairement aux catastrophes naturelles de la société pré-industrielle, qui étaient le fruit du « hasard », et aux dangers de la société industrielle – qui étaient, eux, le résultat de décisions sociales et politiques mais sont toujours restés limités dans le temps et dans l'espace, et qui étaient perceptibles, prévisibles, contrôlables et assurables –, les risques de la société post-industrielle sont fabriqués socialement et présupposent la prise de conscience d'un danger dont la probabilité est prédictible, mais contre lequel on ne peut néanmoins plus s'assurer – les assurances s'y refusant en effet au regard de l'ampleur potentielle du drame tant au plan écologique qu'au plan économique. À la différence des dangers et des risques classiques, ces nouveaux risques ne sont donc pas des effets externes, mais bien des effets internes à la société (*manufactured uncertainty*), présupposant une auto-attribution des dangers³. Bien que la probabilité d'un accident nucléaire, chimique ou biologique d'envergure soit infime, les risques encourus sont énormes et incluent de toute évidence la disparition de l'humanité en tant que telle. Irréversibles quant aux conséquences, les risques ne sont limités ni dans l'espace ni dans le temps ; ils menacent des sociétés entières et même des populations qui ne sont pas encore nées. À l'instar des nuages toxiques, la

2. Pour une discussion critique de la théorie de la société du risque, cf. entre autres textes, Beck [1991], Lash *et alii* [1996] et Adam *et alii* [2000].

3. Sur les notions de danger, d'incertitude fabriquée et de risque, défini scientifiquement par le calcul *accident x probabilité*, cf. également Luhmann [1990, spécialement p. 148-150] et Giddens [1995, p. 4 et 151-152].

radio-activité ne s'arrête pas aux frontières et ne fait pas de distinction entre les pauvres et les riches : « L'indigence est hiérarchique, le *smog* est démocratique⁴ » [Beck, 1986, p. 48].

Bien que les risques soient incontestablement matériels et réels, et non simplement imaginés, Beck reconnaît avec Mary Douglas et Aaron Wildavsky (1983) qu'ils sont socialement et culturellement construits. Mais il refuse néanmoins d'accepter leur conclusion passéiste : pour lui, ce ne sont pas les risques eux-mêmes qui ont changé durant les dernières décennies, mais la perception que nous en avons. Adoptant la position du « réalisme réflexif » [Beck, 1999b, p. 26], il s'attache particulièrement à l'analyse du rôle politique de la science dans la production, la construction et la définition des risques – et le cas échéant leur déconstruction et leur occultation. Échappant à la perception sensible – on ne sent pas plus le DTT dans son café qu'on ne goûte l'ESB dans son steak – et dépassant nos capacités d'imagination, les risques alimentaires et sanitaires doivent être médiatisés par le discours et socialement construits par les experts scientifiques pour devenir réels et perceptibles. Beck souligne que ce sont les scientifiques qui découvrent les risques, que ce sont aussi eux qui définissent leur acceptabilité théorique – et donc *eo ipso* leur acceptation pratique – et que ce sont encore eux qui proposent des solutions pour y remédier.

Plus les experts sont contestés par des contre-experts – ceux de Greenpeace ou des Amis de la Terre par exemple –, plus les implications sociales, économiques et politiques du *management* scientifique des risques écologiques deviennent visibles, non seulement pour les experts, mais aussi pour un public plus large. Grâce aux médias et au travail des ONG qui critiquent l'« irresponsabilité organisée » des responsables et tirent la sonnette d'alarme, l'opinion publique commence à comprendre que – et comment – les risques écologiques sont « produits par l'industrie, externalisés sur le plan économique, individualisés sur le plan juridique, légitimés sur le plan scientifique et minimisés sur le plan politique » [Beck, 1991, p. 10-189]. Dès lors que les individus comprennent le rôle des institutions de la société industrielle dans la dépolitisation des risques – les risques sont des accidents potentiellement catastrophiques qui n'ont pas encore eu lieu, mais qui auront lieu si rien n'est fait pour les éviter –, ils perdent confiance en la science et se détournent apparemment de la politique. Pourtant ce désintérêt pour la politique n'équivaut pas, selon Beck, à une dépolitisation des masses. Lorsque la politique devient non politique et le non-politique politique, la politique se politise et fait émerger du fonds de la société une nouvelle forme, extra-parlementaire, du politique que Beck appelle « l'infra-politique » (*Subpolitik*)

4. Beck adore les bons mots, les belles phrases, les slogans faciles et les formules choc, à tel point même qu'il se laisse parfois entraîner par ses propres trouvailles, enfile les slogans et bascule dans la logorrhée d'une écriture quasi automatique. En outre, une fois qu'il a trouvé la bonne formule, on peut être sûr qu'elle réapparaîtra dans un texte ultérieur, car Beck n'est pas seulement le maître de la formule, mais aussi du « copier-coller ».

[Beck, 1993, p. 149-179; Beck, 1994, p. 13-52]. À l'instar des nouveaux mouvements sociaux et culturels, l'infra-politique cherche à transformer le jeu même de la politique en soumettant les institutions politiques et économiques à une pression morale et en les sommant de changer et de changer la société – si ce n'est de société.

CRITIQUE DE LA TECHNOCRATIE

La sociologie de la société du risque de Beck est essentiellement une sociologie politique de la connaissance qui cherche à mettre à jour le débat franco-allemand des années soixante-dix (cf. Shelsky, Ellul, etc.) en lui donnant une inflexion postmoderniste. Non que Beck se fasse le chantre du postmodernisme. Il est bien trop influencé par Habermas pour cela et trop attaché à la raison, comme en témoigne le fait qu'il exige « plus de raison » et en appelle à la nécessité d'une « *Aufklärung* cosmopolitique et écologique » [Beck, 1991, p. 117-139; 2000a, p. 260-289]. Mais il récupère les arguments de la « pensée faible » concernant l'insécurité épistémologique, l'absence de fondements de la connaissance et la déconstruction du logo (phalo)centrisme pour les transposer des coteries académiques vers la vie quotidienne. De plus en plus incroyables envers les métarécits du progrès scientifico-technologique, les individus ne prennent plus les « savoirs savants » pour argent comptant et hésitent de moins en moins à contester les experts scientifiques. La contestation des médecins par les militants d'Act Up ou des experts nucléaires par les éleveurs de moutons anglais travaillant dans les environs immédiats de la centrale nucléaire de Sellafield sont deux exemples, parmi d'autres, qui montrent bien que les citoyens peuvent s'approprier des capacités d'expertise et faire valoir des « savoir profanes » entrant en concurrence avec les « savoirs savants » [cf. Collins, Pinch, 1998, p. 126-150].

Stimulé par l'antipolitique et la contre-science des citoyens, Beck prend congé du « fatalisme industriel » et remplace l'alarmisme de Weber, Adorno, Habermas et Luhmann par un optimisme qui se veut stratégique. Comme Boltanski, il estime qu'il est grand temps de passer de la « théorie critique de la société » à une « théorie de l'autocritique de la société » [Beck, 1993, p. 54]. Maintenant que la peur des risques commence à dominer les débats publics et privés, le projet technocratique est publiquement reconnu comme un projet politique; et les « relations de définition », qui prennent la place des « relations de production » de la société industrielle, sont dévoilées comme des « relations de pouvoir » qui légitiment scientifiquement la politique potentiellement désastreuse de la société du risque [Beck, 1988, p. 211-216, 220-226].

L'ennemi est donc toujours le même – c'est la technocratie –, mais maintenant que les effets pervers de la politique industrielle sont dévoilés, la technocratie doit publiquement se légitimer et justifier son projet comme projet

politique. Or comme ce projet politique est inséparable des risques écologiques, il est de plus en plus contesté par les masses. L'effet heureux des effets pervers est que le politique et l'éthique prennent le pas sur le raisonnement scientifique. Beck en conclut que le plus grand ennemi de la technocratie, c'est la technocratie elle-même⁵.

La plupart des thèses de Beck sont descriptives et prescriptrices à la fois. Combinant une vision catastrophiste de la première modernité (industrielle) avec une vision optimiste de la seconde modernité (post-industrielle), la société du risque constitue un idéaltype prémonitoire de ce qui nous attend si nous ne cherchons pas une solution politique nouvelle aux effets pervers de la modernisation et si nous continuons à y faire face en misant sur toujours plus de rationalisation, de technicisation et de différenciation fonctionnelle. Ce qu'il faut, suggère Beck, ce n'est pas tant un changement à l'intérieur de la société industrielle qu'un changement de celle-ci et le passage à une nouvelle société, une nouvelle modernité et une nouvelle politique qui – *pace* Luhmann – « dédifférencie » les sous-systèmes scientifiques, technologiques, politiques et économiques pour les ouvrir aux exigences morales venant du monde vécu. Politique de la « table ronde » réunissant des citoyens, des experts et des contre-experts, synthèse des « codes » de la morale, de la politique et de l'économie, etc., telles sont bien les recettes que Beck nous propose pour l'avenir.

LA MODERNISATION RÉFLEXIVE

Quoi qu'en pense le mouvement vert, la crise écologique n'est pas simplement une crise de l'environnement : c'est aussi une crise sociale qui révèle des fissures dans les fondements mêmes de la société capitaliste-industrielle [Beck, 1988, p. 62-95]. À la fin du xx^e siècle, la modernisation, l'industrialisation et la rationalisation formelle sont devenues problématiques. Reprenant l'ancien thème de l'hétérogonie des fins, Beck soutient que l'avancée de la modernisation industrielle finit par saper de manière créative la modernité elle-même, entraînant ainsi le passage à une « seconde modernité », dans laquelle les conséquences destructrices de l'industrialisme rampant deviennent une affaire publique concernant chacun. Renversant le scénario francfortois de la *Dialectique de la raison* [Horkheimer, Adorno, 1974], il estime que les succès du capitalisme industriel ne mènent pas automatiquement à l'intégration sans faille de toute opposition au *statu quo* : ils provoquent plutôt une nouvelle crise de légitimation dans laquelle les crises

5. Encore qu'on peut se demander, avec Zygmunt Bauman [1993, p. 199-209], si la théorie de la société du risque ne constitue pas le dernier rempart de la technocratie. Après tout, quand on déclare que la prévention, la détection et la gestion des risques incombent aux sciences, quand on voit que l'expertise en matière des risques relève du *big business*, on ne peut pas tout à fait s'empêcher de penser que la guerre contre les risques est le dernier retranchement de la techno-science.

écologiques prennent la place des crises économiques du capitalisme tardif⁶, décrit et décrié autrefois par Habermas [1978].

En effet, confrontés à la crise de la vache folle, au réchauffement de la planète et au *Waldsterben*, les individus deviennent de plus en plus sceptiques quant aux promesses du progrès scientifique et demandent un changement de cap radical de la société industrielle. L'idéologie technocratique, « la contrepartie technologique de la doctrine économique du laisser-faire » [Freitag, 1989, p. 62], perd de sa crédibilité. Suite à cette contestation de l'autorité conjointe de la science et de la technique, le « voile technologique » (Marcuse) – qui fétichise les décisions politiques comme des décisions techniques – est déchiré. Les individus prennent conscience du fait que les dangers écologiques sont socialement produits ou construits et que même les catastrophes naturelles sont le résultat non intentionnel, mais inévitable de l'intervention de l'homme dans la nature et de l'exploitation de cette dernière. Confrontée aux conséquences de la politique d'industrialisation, la société industrielle devient « réflexive », ce qui veut dire qu'elle devient un thème et un problème pour elle-même.

Cette auto-thématisation et auto-problématisation de la société industrielle est au centre de la théorie de la modernisation réflexive de Beck⁷ [Beck, 1991, p. 180-194; 1993, p. 35-69; 1995, p. 11-30; Beck, 1994, p. 1-13; 1999b, p. 109-132]. Son idée centrale est que la poursuite de la modernité industrielle sape les fondements systémiques de la modernité industrielle, conduisant ainsi à une « modernisation de la modernisation » qui ouvre la voie à une modernité alternative écologiquement éclairée. Il en est ainsi, selon Beck, parce que l'accumulation des effets pervers de la modernisation industrielle produit

6. Bien que l'argument de Beck se laisse facilement appliquer aux conséquences sociales désastreuses de la mondialisation économique et à la critique de plus en plus répandue des experts de la Banque mondiale et du FMI, Beck n'a pas vraiment grand-chose à dire sur les risques d'un « Tchernobyl économique » [Beck, 2000a, p. 201]. Mais à la différence d'Anthony Giddens, qui soutient des thèses tout à fait similaires sur la « fin de la nature » et l'« incertitude fabriquée » caractéristiques de la modernité tardive [Giddens, 1994; à comparer : Beck et Giddens *in* Franklin, 1998], Beck se tient loin des compromis et des compromissions de Giddens avec le New Labour de Tony Blair, et maintient une perspective critique. Si Giddens se place volontiers à la droite de la gauche — du moins si on considère la troisième voie de ce côté-ci de la Manche —, Beck se situe clairement à la gauche de Giddens, mais refuse néanmoins de rejoindre les positions de la gauche de la gauche. D'une façon plus générale, on peut d'ailleurs dire que depuis le passage giddensien de la « théorisation réflexive » à la « théorisation simple », la lecture de Beck est bien plus stimulante que celle de Giddens, alors qu'ils disent, en gros, la même chose sur la société du risque — à cette différence près que Beck se refuse à encourager les entrepreneurs à prendre... plus de risques [cf. Giddens, 1998, p. 116].

7. Bien que la théorie de la « modernisation réflexive » ait été développée en commun par Beck, Giddens et Lash [cf. Beck, Giddens, Lash, 1994], ces auteurs ne l'entendent pas forcément de la même façon. Si Beck conçoit la modernisation réflexive comme la confrontation de la société industrielle avec elle-même, Giddens la rattache à la « réflexivité institutionnelle », c'est-à-dire à « l'utilisation régulée de la connaissance des conditions de la vie sociale en tant qu'élément constitutif de son organisation et de sa transformation » [Giddens, 1991, p. 20], tandis que Lash s'appuie plutôt sur le « jugement réfléchissant » de Kant pour pousser la théorie de Giddens et de Beck dans une direction esthétisante [cf. également Lash, 1993].

des menaces systémiques qui ne peuvent pas être contrées ou assimilées par le système industriel, et que, au fur et à mesure que les gens en prennent conscience, elle le détruit. Une fois de plus, Beck renverse le « fatalisme industriel » de l'École de Francfort. La poursuite de la rationalisation formelle ne radicalise pas la réification, mais au contraire l'affaiblit : « C'est la réification qui s'avance vers sa propre *Aufhebung* » [Beck, 1988, p. 163].

On peut distinguer deux phases dans ce processus de déréification. D'abord, la logique autonome du système réifié engendre non intentionnellement, mais néanmoins systématiquement des effets qui menacent la survie du système et qui ne peuvent pas être gérés par lui de l'intérieur (résoudre la crise écologique induite par la techno-science par la technoscience, résoudre le problème du chômage en poursuivant la politique néolibérale de la mondialisation...). Ensuite, confrontés au risque d'autodestruction du système, les individus prennent peu à peu conscience de ses causes systémiques, tirent la sonnette d'alarme, soumettent le système à une critique systématique et exigent sa transformation politique. Et au fur et à mesure que la crise se déplace du système au monde vécu, le système devient de plus en plus dépendant des légitimations venant du monde vécu. La « cage de la modernité » s'ouvre. Les acteurs ne reproduisent pas simplement les structures, ils exigent leur transformation. La dialectique classique de l'action et du système se relâche et, lorsque les structures elles-mêmes sont soumises à l'exigence de légitimation, elle finit par se renverser. Si les structures s'autonomisent et continuent à suivre leurs propres lois, c'est en dernière instance parce que les individus acceptent qu'elles se développent de façon autonome ou les laissent se développer ainsi. Confronté aux effets sociaux et écologiques d'une politique technocratique de croissance économique mondiale, les individus perdent cependant confiance de plus en plus dans le système politique en tant que tel, l'abandonnent et se retirent dans le monde vécu pour y développer des formes de vie alternatives qui ne sont pas sans implications politiques pour le système existant.

L'INDIVIDUALISATION RÉFLEXIVE

La théorie de la modernisation réflexive ne remplace pas l'analyse habermassienne de la crise de motivation et de légitimation qui frappe le capitalisme avancé, mais y ajoute un complément écologique. La « contradiction fondamentale » entre le capitalisme et la démocratie demeure entière, mais elle ne se laisse plus justifier du seul point de vue de la morale postconventionnelle. Refusant de payer le prix écologique et social de la politique de croissance économique, les individus de la société industrielle demandent une transformation radicale, mais démocratique de ses fondements. Dans le sillage de Habermas, Beck présente sa théorie de la société du risque comme une théorie normative des effets politiques du déficit moral et démocratique auxquelles les sociétés industrielles-capitalistes sont confrontées

lorsque elles sont jugées d'après les critères postmatérialistes de la moralité postconventionnelle. Sociologiquement parlant, Habermas et Beck présupposent tous deux que les individus sont libérés des structures sociales, qu'ils sont capables de prendre réflexivement leurs distances avec les traditions et les manières conventionnelles de juger et de penser par et pour eux-mêmes. Autrement dit, la « modernisation réflexive » présuppose l'« individualisation réflexive ».

La thèse de l'individualisation réflexive, développée par Beck [1983; 1986, p. 205-219; 1995, p. 31-41] et Giddens [1991] et reprise en France par Touraine et Dubet, prône que, dans les conditions de la modernité avancée, les (jeunes) individus (des classes moyennes) se libèrent (*freigesetzt*) non seulement des contraintes culturelles imposées par la religion, la tradition, la moralité conventionnelle et la croyance inconditionnelle en la validité de la science, mais aussi des contraintes structurelles telles que la classe, le statut, la nation, le genre et la famille nucléaire⁸. Dans la mesure où les formes de vie traditionnelles perdent leur force contraignante, les individus peuvent, en principe, réfléchir librement sur la vie qu'ils veulent mener, et la façonner comme ils l'entendent. L'identité personnelle devient une opération réflexive. Ce qui était autrefois hérité de la tradition et considéré comme « naturel » exige maintenant une décision consciente de la part de l'individu. Comme le dit Peter Berger : « Ce qui relevait autrefois du destin devient maintenant un choix. Ou : le destin se transforme en décision » [Berger, 1979, p. 16]. En effet, confrontés à la pluralité des mondes vécus et des styles de vie, les individus doivent choisir, produire, bricoler, façonner et mettre en scène leurs propres biographies.

C'est l'hypothèse de base de la thèse de l'individualisation : la libération des individus (des classes moyennes) des contraintes culturelles et structurelles fait qu'ils doivent réflexivement façonner leurs propres biographies⁹. Dans les termes de l'opposition classique entre l'action et la structure (et la culture), maintenant déplacée du niveau méthodologique au niveau socio-historique, on pourrait dire que l'individualisation implique que l'action se libère de la structure (et de la culture). L'individualisation est, cependant, un processus éminemment dialectique, car la libération des contraintes structurelles et culturelles est elle-même sous l'emprise de telles contraintes. En effet, les processus d'individualisation réflexive n'ont pas lieu dans un vide social; ils sont eux-mêmes le résultat d'une transformation radicale des conditions culturelles (détraditionnalisation, globalisation culturelle et

8. Sur les antécédents de la théorie de l'individualisation (Marx, Durkheim, Weber, Simmel, Elias), cf. Kippele [1998]. Pour une discussion et un large panorama de la thèse de l'individualisation, cf. Beck et Beck-Gernsheim [1994], Heelas, Lash et Morris [1996], Beck et Sopp [1997].

9. Ce n'est pas seulement l'industrie qui est privatisée, mais aussi la vie de chacun. Beck a sans doute raison sur le principe, mais il suffit d'adopter, juste un moment, la perspective bourdieusienne pour s'apercevoir que l'individualisation dépend aussi de certaines conditions matérielles et qu'en pratique, celle-ci demeure surtout le privilège des jeunes des classes moyennes.

scientification des comportements) et des conditions structurelles (le marché de l'emploi) de la modernité tardive.

Dans ses premières formulations de la thèse de l'individualisation, Beck, qui était à l'origine sociologue du travail, attache une importance particulière au marché de l'emploi comme moteur principal de l'individualisation réflexive [Beck, 1983; 1986, p. 115-160; Beck, Beck-Gernsheim, 1994, p. 43-60]. Son raisonnement est le suivant : pour avoir une position acceptable dans la société, il faut désormais pousser l'éducation aussi loin que possible, entrer en compétition avec ses pairs et accepter la mobilité sociale et géographique. Éducation prolongée, mobilité fréquente et compétition effrénée, chacun de ces facteurs stimule de façon indépendante l'individualisation : l'éducation remplace les modes de pensée traditionnels par des modes plus réflexifs, abstraits et universalistes; la mobilité géographique et sociale dissout les attaches de la sociabilité première; la compétition entraîne un certain isolement par rapport à ses pairs. En outre, la mondialisation économique, la révolution digitale et le postfordisme ont entraîné la flexibilité radicale du marché du travail et celle-ci a engendré, à son tour, la précarité généralisée de l'emploi. Bien que les causes de cette insécurité économique soient d'ordre systémique, elle est interprétée par les individus comme une défaillance personnelle. Ajouté au déclin de l'importance du travail en tant que source de l'identité personnelle, cela explique sans doute pourquoi la conscience et la solidarité de classe ne sont plus de mise, pourquoi on aboutit à un « marxisme sans classes », alors même que les inégalités sociales ne cessent de croître et qu'une nouvelle société de classe émerge sous nos yeux.

La dissolution de la conscience collective et de la solidarité ne peuvent, cependant, pas être compensées par un repli sur la cellule familiale. Dans *Le Chaos normal de l'amour*, ce beau livre sur la « fin de la famille » qu'il a écrit avec sa femme pendant une période de turbulences conjugales, Beck montre que cette voie est également barrée. Non seulement parce que l'entrée des femmes sur le marché du travail est liée aux mêmes processus d'individualisation, mais aussi parce que l'émancipation des femmes est en bonne partie responsable de la dissolution de la famille nucléaire. Maintenant que les femmes gagnent leur vie, elles ne dépendent plus de leur mari et peuvent expérimenter des formes non traditionnelles de relations intimes :

« Rien n'est plus évident : se marier ou pas, cohabiter sans se marier ou se marier sans cohabiter, avoir ou pas un enfant, avant, pendant, après la carrière, dans le cadre de la famille ou en dehors, avec celui avec qui l'on vit ou avec celui qu'on aime, même si celui-ci vit avec une autre » [Beck, Beck-Gernsheim, 1994, p. 25-26].

Confrontés à la pluralité d'alternatives postconventionnelles à la famille nucléaire, les individus sont forcés de choisir parmi toutes les options possibles. Le retour en arrière souhaité par les conservateurs est en tout cas forcé; car même si ces derniers ne se rendent pas compte de l'incompatibilité du libéralisme économique et du conservatisme moral, il est clair qu'en tant

que moteur de l'individualisation, le marché du travail fait tomber un à un les fondements de la société industrielle – la classe, la famille, la division sexuée du travail et le mariage, tous imbriqués comme des poupées russes.

Trop souvent on suppose que cette libération des individus (des classes moyennes) mène à une société atomisée, anémique et hétéronome. Contre les critiques de gauche qui estiment que les individus sont seulement libérés de la société pour être récupérés par elle et manipulés par le marché, et contre les critiques de droite qui se plaignent du déclin moral de l'Occident sans pour autant s'en prendre au marché, Beck soutient la thèse que l'anomie et l'autonomie, loin de s'exclure, sont liées potentiellement – voir même actuellement, comme en témoigne l'importance que les individus, et les jeunes en particulier, accordent à la qualité de vie, le fait qu'ils soutiennent les institutions démocratiques et s'engagent volontiers dans le tiers secteur. Libérés, mais insécurisés, les jeunes s'engagent socialement dans leur quartier et rejoignent les nouveaux mouvements sociaux transnationaux. En s'associant à des réseaux locaux et en s'engageant infrapolitiquement contre la politique, ils produisent en même temps librement leur biographie et leurs réseaux de soutien. L'individualisation et l'association vont donc bien ensemble, car, comme le dit Beck en s'appuyant sur Tocqueville pour développer une vision optimiste et associacionniste du monde, « la liberté, qui fonde la communauté, crée la communauté, qui fonde la liberté et la communauté, etc. » [Beck, 1997b, p. 398].

MONDIALISATION, TRAVAIL CIVIQUE ET COSMOPOLITIQUE

Malgré une œuvre prolifique, Beck est vraiment l'homme d'un seul livre. Tout est déjà écrit dans *Risikogesellschaft*, et ce qui n'y est pas encore dit en clair s'y trouve déjà en pointillé. C'est le cas, bien sûr, des thèmes rebattus de la crise écologique, de la seconde modernité et de l'individualisation réflexive, mais aussi des thèmes plus récents de la mondialisation ou de la globalisation, du cosmopolitisme et du travail civique qui retiennent depuis quelques années son attention et qu'il cherche à intégrer dans une grande théorie sociologique de la société mondiale du risque. Bien que Beck ne soit intervenu que tardivement dans le débat sur la globalisation, sa contribution est néanmoins importante. Car en insistant à la fois sur la dialectique du local et du global, et sur la multidimensionnalité de la globalisation, il contribue à la liquidation du « nationalisme méthodologique » (A. Smith) et à la critique du néolibéralisme¹⁰. Contre la sociologie de la première modernité,

10. Depuis une dizaine d'années, le thème de la globalisation ou mondialisation a remplacé celui du postmodernisme et s'est imposé comme le thème central des sciences sociales. Le livre que Beck [1997] a consacré à la mondialisation ne constitue en fait pour l'essentiel que la reprise et le développement de la superbe analyse d'Anthony McGrew [1992]. Inspiré par les travaux d'Albrow, Appadurai, Bauman, Cerny, Giddens, Habermas, Held, Lash, Robertson, Urry et quelques autres, Beck a également contribué au débat en publiant quelques-uns de leurs textes dans la collection qu'il dirige chez Suhrkamp [cf. Beck, 1997a et 1998b].

qui confond les contours de la société avec ceux de l'État-nation, Beck insiste sur le fait que l'interconnexion transnationale des flux monétaires, des biens, des services, des personnes, des informations, des technologies, des idéologies et des politiques constitue une transformation sans précédent du système, qui transcende les États nationaux et dissout leurs frontières.

L'intensification des relations sociales par-delà le monde met en relation des localités éloignées en sorte que les événements locaux sont de plus en plus influencés par des événements qui ont lieu à l'autre bout du monde, et *vice versa*. À l'instar de Giddens [1990], qui souligne la dialectique du local et du global, Beck conçoit avant tout la globalisation comme un processus de relocalisation ou de « glocalisation », pour emprunter le terme de Robertson [1995] : « Il n'y a pas de globalisation globale. Il y a seulement une globalisation qui a lieu localement et qui change le local » [Beck, 2000a, p. 39]. Pour Beck, la société mondiale ne se présente donc pas tant – ou, en tout cas, pas seulement – comme un McDonald à grande échelle que comme un petit village de Bavière où tous les mets du monde, tous les produits économiques, technologiques et culturels ainsi que toutes les distinctions sociales, ethniques et religieuses se retrouvent au même endroit, les uns à côté des autres, en paix ou en conflit, formant une pluralité sans unité.

Beck reconnaît que c'est la recherche capitaliste du profit qui fait tourner le monde et déchaîne la mondialisation. Mais à l'encontre des libéraux et des marxistes, il se refuse à la réduire à sa seule dimension économique. Pour contrecarrer la réduction économiste de la globalisation au globalisme, il conçoit la globalisation de façon multidimensionnelle. Distinguant plusieurs dimensions irréductibles (économique, technologique, écologique, politique, sociale-civique, culturelle, etc.) de la mondialisation, il discute surtout les dimensions économiques, politiques et culturelles en insistant sur leur interdépendance [*cf.* également Vandenberghe, 1999].

Pour Beck, la globalisation économique est à la fois une réalité et une idéologie. Toujours à la recherche de la combinaison la plus avantageuse du capital et du travail, les entreprises et les multinationales rêvent d'un « capitalisme sans travail et sans impôts » [Beck, 1997b, p. 20]. Mettant l'État et les syndicats sous pression, elles invoquent la compétition internationale et menacent de délocaliser la production. Produisant là où le coût du travail est le plus bas, les patrons peuvent vivre et habiter dans les endroits les plus beaux et payer leurs impôts là où ils sont les plus faibles. Le résultat de cette menace de délocalisation n'est pas seulement que les entreprises sont à même de monter les États les uns contre les autres et de négocier réductions fiscales, subventions et infrastructures *ad hoc* avec chaque État. Elles s'attaquent aussi ouvertement à l'État-providence et pressent les gouvernements nationaux d'un côté, d'abolir les droits sociaux acquis, et de l'autre, de garantir l'ordre et la loi, réduisant ainsi potentiellement l'État au rôle d'un gigantesque commissariat de police. En délocalisant la production ou en menaçant de le faire, les entreprises transnationales créent ainsi le chômage à la maison tout en refusant d'en payer le prix. Dans la mesure

où tout se passe sans discussion au parlement, sans décision du gouvernement et sans modification de la loi, la mondialisation équivaut à une « infrapolitisation globale » de la société, qui politise la société moyennant une dépolitisation de l'État et met ainsi en péril l'État social et la démocratie.

Bien que la libéralisation mondiale du marché n'implique pas forcément l'éclipse de l'État – ni l'avènement d'une société mondiale intégrée d'ailleurs –, il est évident que l'identification tacite de la société avec l'État-nation est désormais caduque. Partageant de fait le pouvoir avec les multinationales, dont certaines disposent de budgets qui dépassent de loin les leurs, les États sont obligés d'organiser les domaines de compétence qui sont traditionnellement les leurs – la défense du territoire, la communication, l'immigration, etc. – sur une base intergouvernementale ou internationale, et d'abandonner leur souveraineté au profit d'unités politiques plus larges (l'Union européenne), de traités multilatéraux (OTAN, OPEP) ou d'organisations internationales (Banque mondiale, FMI).

Bien que la mondialisation apparaisse avant tout comme une menace pour le politique, Beck demeure pour sa part optimiste et insiste avec force sur l'émergence d'une société civile mondiale. Contre les pessimistes comme Schiller, Mattelaert et autres auteurs du *Monde Diplomatique* qui identifient la globalisation à l'américanisation et craignent la marchandisation de la planète tout entière, il fait valoir que même des produits culturels de masse venant des USA comme *Dallas* ou *Dynastie* ne sont pas interprétés partout de la même façon et qu'ils nécessitent *toujours* une traduction et une interprétation locales. Cette icône de la culture occidentale qu'est Madonna n'a pas la même signification et n'est pas interprétée de la même façon à Paris qu'à Bombay ou à Téhéran. Les industries de la culture ont d'ailleurs elles-mêmes compris entre-temps que la diversité culturelle est payante : les (faux) produits exotiques se vendent aussi bien chez nous que nos produits chez eux. Il ne faut en aucun cas sous-estimer l'impact des cultures exotiques sur la culture occidentale. Le *rap*, le *raï*, les nouilles japonaises et les sans-papiers prouvent si nécessaire que l'opposition entre le centre et la périphérie perd de plus en plus de sa force. Au fur et à mesure que les cultures évoluent, s'interconnectent, s'interprètent et entrent en fusion, une nouvelle culture globale, hybride ou créolisée, émerge. Les cultures traditionnelles perdent peu à peu leur force contraignante et, si l'on en croit Beck, l'hybridation interculturelle permet désormais en principe à tous et à chacun de se libérer des contraintes de la culture traditionnelle et de penser pour soi-même.

On retrouve ici les vieux thèmes de l'individualisation réflexive et de l'infrapolitique. Mais, vraisemblablement inspiré par les projections contre-factuelles d'une société civile globale et les esquisses d'un gouvernement mondial qu'on trouve chez Held [1995] et Habermas [1998], Beck transpose ses arguments au niveau global. Dans son « Manifeste cosmopolite », il va même jusqu'à affirmer que nous devons choisir entre la social-démocratie cosmopolite et la technocratie mondiale :

« La première vague de dérégulations nationales exige une seconde vague de re-régulations transnationales. Sans ce pas décisif vers une démocratisation

cosmopolite, nous nous dirigeons vers une société mondiale technocratique et post-démocratique » [Beck, 1999b, p. 15].

Beck ne se contente cependant pas de grandes déclarations. Convaincu que « le siège de ce qui existe fait par des alternatives provoquantes constitue la forme supérieure de la critique » [Beck, 1997b, p. 365], il formule des propositions plus ou moins concrètes ou réalisables pour contrecarrer la « brasilianisation » du monde [Beck, 1999a, p. 93-110] et contribuer à l'émergence d'une société civile cosmopolitique. Tout en exigeant l'introduction immédiate de la fameuse taxe Tobin, il lance un appel aux Églises et aux syndicats pour brider l'arrogance du capitalisme mondial et souhaite le développement de partis cosmopolitiques pour défendre, nationalement et transnationalement, les intérêts transnationaux des citoyens du monde. Encouragé par les succès récents des mouvements écologiques (Brent Spar) et anti-capitalistes (Seattle), il prône également le *boycott* des produits qui ne satisfont pas aux normes sociales, politiques ou écologiques minimales. Dans cette perspective de résistance des consommateurs-citoyens à la colonisation de la vie quotidienne par le capital, il propose par exemple d'introduire une « biographie » du produit qui indiquerait la valeur d'usage, le prix et l'origine de la marchandise, permettant ainsi au consommateur averti de contrôler les conditions écologiques (zones sans chimie), sociales (pas de travail des enfants ni d'esclavage) ou politiques (droits fondamentaux, syndicats) de la production [Beck, 1997a, p. 244].

Enfin, plus récemment, il est intervenu dans le débat allemand sur la fin du travail [Beck, 1999a, 2000b]. Prenant la défense du « travail de citoyenneté » (*Bürgerarbeit*), en dehors de l'État et du marché, il plaide pour un découplage du travail et des revenus, et développe des positions assez proches de celles que défend André Gorz en France : réduction du temps de travail, droit à l'interruption de l'emploi et garantie de réembauche, développement du tiers secteur, possibilité de choisir librement entre travail domestique, travail citoyen et travail salarié classique, passage de la société du travail à la société des activités plurielles, etc. Dans la mesure où Beck ne conçoit pas le travail de citoyenneté et les revenus qui y sont associés simplement comme une solution pour le chômage de masse, mais le considère plutôt comme une sorte de « constitution matérielle » [Beck, 1999a, p. 147] de la société cosmopolitique de l'avenir, ses positions et ses propositions se rapprochent de celles du MAUSS en faveur d'une démocratie radicale et associationniste.

Étant donné que ses premiers écrits sur la société du risque ne sont toujours pas traduits en français, il ne me semble pas opportun d'entamer ici la discussion entre Beck et le MAUSS. Ce sera sans doute pour une autre fois... En attendant, les lecteurs du MAUSS pourront ici même prendre connaissance d'un petit texte de Beck dans lequel celui-ci résume les thèses principales de *Risikogesellschaft*.

BIBLIOGRAPHIE

- ADAM B., BECK U., VAN LOON, J. (sous la dir. de), 2000, *The Risk Society and Beyond. Critical Issues for Social Theory*, Londres, Sage.
- ANDERS G., 1980, *Die Antiquiertheit des Menschen*, vol. 2 : *Über die Zerstörung des Lebens im Zeitalter der dritten industriellen Revolution*, Munich, Beck.
- BAUMAN Z., 1993, *Postmodern Ethics*, Oxford, Blackwell.
- BECK U., 1983, « Jenseits von Klasse Stand und Klasse? Soziale Ungleichheiten, gesellschaftliche Individualisierungsprozesse und die Entstehung neuer sozialer formationen und Identitäten », in KRECKEL R. (sous la dir. de), *Soziale Welt*, vol. 2, p. 35-74.
- 1986, *Risikogesellschaft. Auf dem Weg in eine andere Moderne*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp.
- 1988, *Gegengifte. Die organisierte Unverantwortlichkeit*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp.
- 1991, *Politik in der Risikogesellschaft. Essays und Analysen. Mit Beiträgen von Oskar Lafontaine, Joschka Fisher, Erhard Eppler u.a.*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp.
- 1993, *Die Erfindung des Politischen. Zu einer Theorie reflexiver Modernisierung*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp.
- 1994, « The Reinvention of Politics : Towards a Theory of Reflexive Modernization », p. 1-55, in BECK U., GIDDENS A. et LASH S. (sous la dir. de), *Reflexive Modernization. Politics, Tradition and Aesthetics in the Modern Social Order*, Cambridge, Polity Press.
- 1995, *Die feindlose Demokratie. Ausgewählte Aufsätze*, Leipzig, Reclam.
- 1997a, *Was ist Globalisierung ? Irrtümer des Globalismus. Antworten auf Globalisierung*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp.
- 1997b, *Kinder der Freiheit*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp.
- (sous la dir. de), 1998a, *Politik der Globalisierung*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp.
- (sous la dir. de), 1998b, *Perspektiven der Weltgesellschaft. Positionen, Konflikte, Paradoxien*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp.
- 1999a, *Schöne neue Arbeitswelt. Vision : Weltbürgergesellschaft*, Francfort-sur-le-Main, Campus.
- 1999b, *World Risk Society*, Cambridge, Polity Press.
- 2000a, *Freiheit oder Kapitalismus. Ulrich Beck im Gespräch mit Johannes Willms*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp.
- (sous la dir. de), 2000b, *Die Zukunft von Arbeit und Demokratie*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp.
- BECK U., BECK-GERNSHEIM E., 1990, *Das ganz normale Chaos der Liebe*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp.
- BECK U., BECK-GERNSHEIM E. (sous la dir. de.), 1994, *Riskante Freiheiten. Individualisierung in modernen Gesellschaften*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp.
- BECK U., GIDDENS A., LASH S. (sous la dir. de.), 1994, *Reflexive Modernization. Politics, Tradition and Aesthetics in the Modern Social Order*, Cambridge, Polity Press.
- BECK U., SOPP P. (sous la dir. de.), 1997, *Individualisierung und Integration*, Opladen, Westdeutscher Verlag.
- BERGER P., 1979, *The Heretical Imperative*, Garden City, Doubleday.

- COLLINS H., PINCH T., 1998, *The Golem at Large. What You Should Know about Technology*, Cambridge, Cambridge University Press.
- DOUGLAS M., WILDAVSKY A., 1983, *Risk and Culture*, Los Angeles, University of California Press.
- FRANKLIN J. (sous la dir. de), 1998, *Politics of the Risk Society*, Cambridge, Polity Press.
- FREITAG M., 1989, « La nature de la technique et le problème normatif posé par son émancipation contemporaine dans le technologisme et le technocratisme », *Sociétés*, 4, p. 5-94.
- GIDDENS A., 1990, *The Consequences of Modernity*, Cambridge, Polity Press.
- 1991, *Modernity and Self-Identity. Self and Society in the Late Modern Age*, Cambridge, Polity Press.
- 1994, *Beyond Left and Right. The Future of Radical Politics*, Cambridge, Polity Press.
- 1998, *The Third Way. The Renewal of Social Democracy*, Cambridge, Polity Press.
- HABERMAS J., 1978, *Raison et légitimité. Problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé*, Paris, Payot.
- 1998, *Die postnationale Konstellation. Politische Essays*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp.
- HELD D., 1995, *Democracy and the Global Order. From the Modern State to Cosmopolitan Democracy*, Cambridge, Polity Press.
- HEELAS P., LASH S., MORRIS P. (sous la dir. de.), 1996, *Detraditionalisation. Critical Reflections on Authority and Identity*, Oxford, Blackwell.
- HORKHEIMER M., ADORNO T. W., 1974, *Dialectique de la raison. Fragments philosophiques*, Paris, Gallimard.
- KIPPELE F., 1998, *Was heibt Individualisierung ? Die Antworten soziologischer Klassiker*, Opladen, Westdeutscher Verlag.
- LASH S. 1993, « Reflexive Modernization : The Aesthetic Dimension », *Theory, Culture and Society*, 10, p. 1-23.
- LASH S., SZERSZYNSKI B., WYNNE B. (sous la dir. de), 1996, *Risk, Environment and Modernity : Towards a New Ecology*, Londres, Sage.
- LUHMANN N., 1990, « Risiko und Gefahr », p. 131-169, in *Soziologische Aufklärung 5*, Opladen, Westdeutscher Verlag.
- MCGREW A., 1992, « A Global Society », p. 61-153, in HALL S., HELD D., MCGREW A. (sous la dir. de.), *Modernity and its Futures*, Cambridge, Polity Press.
- ROBERTSON R., 1995, « Glocalization : Time-Space Homogeneity-Heterogeneity », p. 25-44, in FEATHERSTONE M., LASH S., ROBERTSON R. (sous la dir. de.), *Global modernities*, Londres, Sage.
- VANDEBERGHE F., 1999, « Globalizzazione e individualizzazione nella tarda modernità », p. 3-68, in BETTIN G. (sous la dir. de), *Giovani e democrazia in Europa*, t. 1., Padoue, CEDAM.